

**Lycée De Vinci**  
**214 rue Jean Joannon**  
**06 600 ANTIBES**  
Tel : 04 92 91 30 20  
Fax : 04 92 91 30 23

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES  
COURANTES ET DE SERVICES/**

**Objet :**  
**Voyages scolaires 2025 Lycée De Vinci**

**Document unique de consultation**

**Procédure de consultation :** procédure adaptée ouverte passée en application des dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 et suivants du code de la commande publique.

**Date limite de réception des offres :**

**Le 4 mars 2025 à 12h**

*Le présent document comporte 10 pages numérotées de 1 à 10*

### **Article 1 – Objet de la consultation**

Le lycée De Vinci d'Antibes souhaite organiser un voyage en Suede à Goteborg du 21 au 28 avril 2025 pour 8 élèves et 2 accompagnateurs.

#### ***Caractéristiques principales et techniques :***

Le descriptif des caractéristiques figure à l'article 3.

Des options supplémentaires aux caractéristiques de base pourront être proposées. Elles seront détaillées et feront l'objet d'une variante.

#### ***Caractéristiques spécifiques :***

Sans objet.

### **Article 2 – Conditions de la consultation**

#### **2 – 1 Procédure**

Marché à procédure adaptée ouverte passée en application des dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 et suivants du code de la commande publique.

#### **2 – 2 Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 60 jours (soixante jours) à compter de la date limite de remise des offres.

### **Article 3 – Décomposition de la consultation**

#### **LOT 1**

Le lycée De Vinci d'Antibes souhaite organiser un voyage en Suede à Goteborg du 21 au 28 avril 2025 pour 8 élèves et 2 accompagnateurs.

- 2 accompagnateurs (2 adultes masculins)
- 8 élèves mineurs entre 16 et 17 ans (8 garçons)
- Pas de transports du lycée d'Antibes vers l'aéroport de Nice
- Vol direct Nice – Göteborg
  - Départ lundi 21 avril 2025
  - Retour lundi 28 avril 2025
- Navette de l'aéroport de Göteborg vers l'auberge de jeunesse le 21 avril
- Navette de l'auberge de jeunesse vers l'aéroport de Göteborg le 28 avril
- Les 7 nuitées en auberge de jeunesse qui serait dans l'idéal au plus proche de la commune de Partille.
  - 1 chambre pour les 2 accompagnateurs
  - Répartition des élèves entre 1 ou plusieurs chambres.
  
- Petits-déjeuners et diners doivent être inclus (pas de déjeuner)
- Assurance en option

Programme prévisionnel

par courriel à l'adresse suivante : [gestionnaire.0061478z@ac-nice.fr](mailto:gestionnaire.0061478z@ac-nice.fr)

ou consultée à l'adresse : <https://mapa.aji-france.com/mapa/marche/122311/show>

(numéro de consultation : TMP/122311)

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes dûment datées et signées :

Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;

Les documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat conformément à l'article R2143-3.

*En application de l'article R2143-4 du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), rédigé obligatoirement en français, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2143-3 reproduit ci-dessus,*

**Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public (formulaire NOTI 1) :**

Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail

Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six mois (article D8222-5-1°- a du code du travail).

Une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (article D8222-5-1°- b du code du travail)

Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois

Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Si l'attributaire est établie en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

-Fiches techniques complètes des produits, descriptif complet et photos, documentation, etc... La production des propositions détaillées est un impératif pour juger de la valeur des offres.

-Les conditions de suivi par l'agence de voyage notamment en cas de problème durant le voyage, le suivi dont pourrait avoir besoin les enseignants pendant le projet seront des éléments importants dans les critères de décisions.

- Un acte d'engagement signé reprenant et acceptant les éléments du présent document et détaillant précisément le prix HT et TTC ainsi que le détail des fournitures, descriptif précis et engagement ferme sur les réservations.

A ces documents pourra être joint tout autre document technique et/ou explicatif jugé utile par le candidat à la compréhension et à la présentation de son offre.

#### **Article 5 – Condition d'envoi des offres**

La transmission des offres doit être effectuée de façon dématérialisée via la plateforme :

**<https://mapa.aji-france.com/mapa/marche/>**

**La date limite de dépôt des offres est fixée au 4 mars 2025 à 12h**

Pour tout renseignement complémentaire, le candidat peut contacter l'acheteur via la plateforme AJI (<https://mapa.aji-france.com/>). Pour poser ses questions et déposer son offre dématérialisée, le candidat devra créer un compte fournisseur sur cette plateforme.

#### **Copie de sauvegarde.**

Conformément à l'article R2132-11 relatif aux marchés publics, les candidats qui transmettent leurs documents par voie électronique peuvent adresser à l'acheteur, sur support papier ou sur support physique électronique, une copie de sauvegarde de ces documents établie selon des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Attention : la copie de sauvegarde (scrupuleusement identique à l'offre électronique) doit être réceptionnée au plus tard à la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Les candidats transmettront ce pli cacheté portant les mentions :

« Copie de sauvegarde : Marché de  
NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE DU COURRIER »

à :

**Lycée De Vinci**  
Intendance  
214 rue Jean-Joannon  
06 600 ANTIBES

#### **Article 6 – Jugement des offres**

Pour le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse, les critères suivants seront appliqués :

**Critère d'attribution**

**Pondération**

<b>La qualité des prestations</b>	<b>35%</b>
<b>Les conditions associées</b>	<b>30%</b>
<b>Le prix</b>	<b>35%</b>

### **Article 7 – Variantes**

Le cas échéant, les candidats peuvent présenter un dossier général « variante(s) ».

Les candidats répondent obligatoirement à la solution de base telle que décrite dans le cahier des charges. Les offres en variantes seront analysées seulement si la prestation de base a été chiffrée et est recevable.

### **Article 8 – Négociation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les entreprises ayant présenté des offres. Cette négociation éventuelle concernera au maximum les trois premiers candidats classés en fonction des critères indiqués dans ce document. Cette négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre, notamment sur le prix et / ou les modalités techniques.

Éventuellement, le pouvoir adjudicateur peut décider de n'engager des négociations qu'avec les candidats dont les offres, à l'issue d'un premier classement, ont été jugées les meilleures.

Les négociations pourront être menées indifféremment soit par téléphone avec obligation de retranscription écrite (par courrier ou courriel) des échanges oraux, soit menées par écrit (courrier ou courriel), ou, si nécessaire, donner lieu à une ou plusieurs rencontres de chacun des candidats invités à négocier, ces rencontres faisant l'objet d'un relevé écrit des conclusions, garantissant la traçabilité des échanges intervenus. Toute proposition complémentaire ou modificative de l'offre de base devra être transmise soit par courriel, télécopie ou courrier au pouvoir adjudicateur et ce dans le délai fixé par l'écrit invitant le candidat à améliorer son offre. Dans le cas où le montant total de l'offre serait modifié, la nouvelle proposition devra inclure un nouvel acte d'engagement.

Chaque candidat est libre de se retirer de la négociation à tout moment. Il est tenu toutefois d'informer le pouvoir adjudicateur.

À l'achèvement de la négociation, l'ensemble des offres modifiées ou non, sera présenté au pouvoir adjudicateur et fera l'objet d'un dernier classement. Le candidat le mieux classé sera déclaré attributaire du marché. L'acheteur public pourra, s'il y a lieu, déclarer la négociation sans suite.

Le pouvoir adjudicateur peut décider de renoncer à la négociation et attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

### **Article 9 – Renseignements complémentaires**

Les candidats peuvent obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, en s'adressant à :

#### **Renseignements d'ordre administratif**

- Intendant

M. Rachid Salama

☎ 04 92 91 30 20 (standard)

E-mail : [gestionnaire.0061478z@ac-nice.fr](mailto:gestionnaire.0061478z@ac-nice.fr)

#### **Renseignements d'ordre technique**

Sans objet

### **Article 10 – Délais d'exécution, pénalités de retard**

Le délai contractuel d'exécution est celui de la livraison à partir de la communication de l'acceptation de l'offre indiquée par le fournisseur dans son offre.

La prolongation éventuelle du délai d'exécution peut être accordée par l'émetteur du bon de commande.

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait de l'opérateur économique, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées selon un montant forfaitaire de 40 € TTC par jour calendaire de retard.

### **Article 11 – Délai de paiement et intérêts moratoires**

Le délai applicable de paiement des factures sera un délai maximum autorisé réglementairement, à savoir trente jours à compter de la date de réception de la facture ou du service fait effectif de la prestation. Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

La facture devra comporter les indications suivantes :

- la référence au présent marché,
- le nom et l'adresse complète du service destinataire des prestations,
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire, tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement.

En cas d'utilisation du portail Chorus Pro le n° SIRET d'identification de la structure sera le :190614778400014, et le code service concerné : LYCEE.

Sont désignés pour les règlements :

**- Ordonnateur :**

Monsieur le proviseur du lycée Léonard de Vinci

**- Comptable assignataire des paiements :**

Monsieur l'agent comptable du Lycée Léonard de Vinci

### **Article 12 – Avance**

Sans objet.

### **Article13 – Déclaration sans suite**

Pour un motif d'intérêt général motivé, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à la procédure. La déclaration sans suite peut intervenir à tout moment de la procédure jusqu'à la signature du marché, et ce sans délai, même si ce dernier a été attribué. Le candidat retenu, quand bien même le marché lui est attribué, ne peut prétendre à aucune indemnité compensatoire en raison de l'absence de droit acquis à la signature du contrat.

### **Article13 – Conditions de résiliation**

Le marché peut être résilié par l'établissement en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-6 et suivants, et R2144-7 du Code de la Commande Publique ou du refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5, D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail. Après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du Prestataire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D 8222-5, D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le Prestataire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations. En outre, l'Etablissement pourra résilier le marché sans indemnité aux torts du Prestataire, en cours d'exécution, par décision avec date d'effet (envoyé en recommandé avec accusé de réception) si après mise en demeure du Prestataire assortie d'un délai, des défauts constatés n'étaient pas corrigés. Après expiration ou résiliation du marché, les deux parties restent tenues d'honorer les obligations contractées.

### **Article 14 : Instance chargée des procédures de recours.**

Tribunal administratif de Nice  
18 avenue des Fleurs  
CS 61039  
06050 Nice Cedex 1

Téléphone : 04 89 97 86 00  
Courriel : greffe.ta-nice@juradm.fr

**Article 15 : Organe chargé des procédures de médiation :**

En cas de désaccord, le comité consultatif de règlement amiable peut être saisi, soit par le Pouvoir Adjudicateur, soit par le titulaire, conformément à l'article D2197-15 du code la commande publique :  
CCIRA de Nice, côte d'azur.

-----

# ACTE D'ENGAGEMENT

## NOM DU CANDIDAT

Je soussigné (nom, prénom) :

agissant au nom et pour le compte de: (intitulé complet et forme juridique de la société)

domicilié :

n° de téléphone :

E-mail :

ayant son siège social à :(adresse complète et n° de téléphone) :

Immatriculation à l'INSEE :

- n° d'identité d'entreprise (SIREN 9 chiffres) :
- code d'activité économique principale (APE) :
- numéro d'inscription au registre du commerce:

Après avoir établi les déclarations et fourni les certificats prévus par le Code de la commande publique.

1°) M'engage, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations demandées, objet du marché, au prix ci-dessous, dans les conditions définies dans le document unique de consultation.

Lot 1

Mon offre me lie pour la durée de validité des offres indiquée à l'article 2.2, soit 60 jours.

2°) Affirme sous peine de résiliation de plein droit du marché, ou de sa mise en régie, à mes torts exclusifs, ou aux torts exclusifs de la société pour laquelle j'interviens, que je ne tombe pas ou que ladite société ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 50 modifié de la loi n° 52-401 du 14 avril 1952.

3°) Demande que l'Administration règle les sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte suivant (joindre un RIB original) :

*Bénéficiaire :*

*Etablissement tenant le compte du bénéficiaire :*

*IBAN :*

*BIC :*

**A ,**

**, le**

**Nom :**

***Signature (précédée de la mention " Lu et approuvé ") et cachet de la société***